



Unifor vote: élections fédérales 2019

## Changements climatiques

### L'ENJEU

Les scientifiques du monde entier nous disent que le climat de la Terre change à un rythme sans précédent dans l'histoire et que le comportement humain, par la combustion du carbone, en est la cause principale. Le réchauffement de la planète est associé à l'élévation du niveau de la mer, à des phénomènes météorologiques extrêmes, à une diminution du rendement des cultures et à une perte de biodiversité. Les changements climatiques fugitifs sont suffisamment graves pour constituer une menace pour la civilisation humaine. C'est une crise climatique. Le Canada a mis en place des plans pour réduire les émissions de carbone et lutter contre les changements climatiques, mais les politiciens conservateurs, tant au niveau fédéral que provincial, nient de plus en plus la réalité des changements climatiques et font pression pour inverser la tendance.

### UNE VISION PROGRESSISTE

Le Canada dispose des outils nécessaires pour mettre en œuvre des plans réalistes et réalisables de lutte contre les changements climatiques qui créent et soutiennent de bons emplois et qui accordent la priorité aux travailleuses et travailleurs. La transition vers une économie à faibles émissions de carbone ne doit pas être considérée uniquement comme une menace. L'adoption de technologies propres, l'expansion des sources d'énergie renouvelables et la promotion de processus de production durables peuvent être un énorme générateur d'emplois verts et de qualité. Placer les principes d'une « transition juste » au cœur de nos politiques climatiques peut signifier des changements positifs, plus de sécurité pour les travailleuses et travailleurs et une économie plus forte.

### QUE SE PASSE-T-IL?

Les émissions de gaz à effet de serre – résultant de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, d'une part, et de la croissance démographique et économique, d'autre part – sont la principale cause du réchauffement planétaire depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle. Il existe un déséquilibre important entre la capacité de la Terre à absorber les émissions de gaz à effet de serre (GES) et le mode de vie qu'une civilisation pétrochimique a rendu possible.

## FAITS EN BREF

- L'atmosphère d'aujourd'hui contient 42 % plus de dioxyde de carbone qu'avant l'ère industrielle.
- L'hémisphère nord est beaucoup plus chaud qu'à tout autre moment depuis les 1 000 dernières années.
- Au Canada, le réchauffement passé et futur est, en moyenne, environ le double de l'ampleur du réchauffement planétaire.
- À l'échelle mondiale, les cinq dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées.
- En mai 2019, 194 États et l'Union européenne avaient signé l'Accord de Paris.
- 185 États et l'UE, représentant plus de 88 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ont ratifié l'accord ou y ont adhéré.

En juillet 2019, les plus grands climatologues du monde ont averti qu'il ne restait qu'une douzaine d'années pour que le réchauffement climatique soit maintenu à un maximum de 1,5°C, au-delà duquel même un demi degré aggraverait considérablement les risques de sécheresse, d'inondations, de chaleur extrême et de pauvreté pour des centaines de millions de personnes. La notion que le monde entier doit disposer de plans clairs d'ici 2020 pour atteindre ces objectifs, sinon ils ne pourront tout simplement pas être atteints, fait maintenant consensus.

Même s'il s'agit d'un pays de taille moyenne, le Canada produit une quantité disproportionnée de gaz à effet de serre, soit le triple de sa part corrigée en fonction de la population, et 30 % de plus qu'en 1990. Il sera donc difficile de respecter nos obligations en vertu de l'Accord de Paris, que le gouvernement fédéral a signé sous la direction du premier ministre Trudeau en 2015. En vertu de l'Accord de Paris, le Canada doit réduire ses émissions de 30 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030.

Réduire les émissions de carbone dans cette mesure impliquera une restructuration industrielle et sociale à grande échelle. Une telle restructuration pourrait être particulièrement préjudiciable aux personnes travaillant dans des industries à fortes émissions de carbone, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la foresterie, de l'agriculture, de la fabrication et des transports. Bien que la tarification du carbone semble être le moyen le plus efficace (et le moins controversé) de faciliter la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, tarifier la pollution par les GES peut être socialement et économiquement dommageable si cela n'est pas fait correctement.

Le danger évident avec la tarification du carbone est que les entreprises opérant dans des industries à forte intensité d'émissions verront leurs coûts augmenter, ce qui les incitera à s'installer dans des pays qui ne fixent pas de prix pour le carbone ou qui ont un prix inférieur. Un départ Une délocalisation de ces industries nuira non seulement aux travailleuses et travailleurs, à leurs familles et à leurs collectivités, mais ne fera rien pour réduire les émissions mondiales.

Unifor appuie largement le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, ainsi que les mesures provinciales de tarification du carbone. Le Fonds pour l'une économie à faibles émissions de carbone, qui fait partie du Cadre pancanadien, distribuera 2 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années dans le but de favoriser la décarbonisation et la création maximale d'emplois par une « croissance propre ».

Cependant, la politique climatique du Canada exige aussi des engagements beaucoup plus fermes et plus explicites en faveur d'une « transition juste ». La transition juste est un principe reconnu par l'Organisation internationale



actionpolitique@unifor.org  
1-888-214-0544  
uniforvote.ca

du travail et est explicitement mentionné dans l'Accord de Paris. L'idée est que si une industrie doit subir des changements importants pour atteindre un objectif environnemental, le fardeau de l'adaptation ne devrait pas être assumé par les travailleuses et travailleurs.

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone ne doit pas seulement être considérée comme une menace. L'adoption de technologies propres dans toutes les industries, l'expansion des sources d'énergie renouvelables et la promotion de processus de production durables peuvent être un énorme générateur d'emplois verts et de qualité. La transition vers une économie à faibles émissions de carbone, si elle était mal gérée, conduirait à des niveaux plus élevés de pauvreté et d'inégalité. Si elle est bien faite, elle pourrait être un puissant moteur de création d'emplois, d'amélioration des compétences et de réduction de la pauvreté.

### **QUE DEVRAIT FAIRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL?**

Les Canadiennes et Canadiens ont besoin du leadership du gouvernement fédéral par le biais d'un engagement clair et complet à placer la transition juste au cœur des politiques climatiques du pays. Il s'agirait d'un pas en avant dans la lutte contre la crise climatique internationale. Le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité à ces principes de transition juste:

- Évaluations de l'impact sur le marché du travail pour surveiller les effets de la politique climatique.
- Ententes de retombées locales visant à soutenir les régions touchées par toute mesure de transition.
- Recyclage et mise à niveau des compétences, y compris des programmes d'apprentissage.
- Embauche préférentielle pour les travailleuses et travailleurs déplacés.
- Solide soutien au revenu pour faciliter les transitions.
- Important soutien fiscal, comme des subventions et des crédits, pour les industries touchées.
- Règles qui exigent que des mesures de transition en milieu de travail soient négociées avec les syndicats.



[actionpolitique@unifor.org](mailto:actionpolitique@unifor.org)  
1-888-214-0544  
[uniforvote.ca](http://uniforvote.ca)